

Bassin du fleuve Niger : inondations dévastatrices à Malanville, où sont passés les milliards investis ?

The city of Malanville, Benin, located at the border of Niger, has suffered annual flooding since 2007, leading to the destruction of homes, economic loss, and fatal casualties. Despite funding worth billions from international projects seeking solutions to curb the environmental damage, their efforts have yielded minimal results. The flood victims do not benefit from prevention measures, flood protection infrastructures, or efficient early warning systems. Deforestation, driven by agricultural activities and climate change, contributes to this flood menace. The report suggests the building of a 100 km long dike, alongside collaborative efforts with Niger, as potential lasting solutions to the flood crisis.

**« 2023 sera une année
charnière du PIDACC au Bénin
» WOROU WARA Adamou,
Coordonnateur National du**

PIDACC/BN au Bénin



WOROU WARA Adamou, Coordonnateur National PIDACC/BN Bénin

Re
nf
or
ce
r
la
ré
si
li
en
ce
de
s
éc
os
ys
tè
me
s
et
de
s
po
pu
la
ti
on
s
af
fe
ct
ée
s
pa

r
le
ch
an
ge
me
nt
cl
im
at
iq
ue
da
ns
le
ba
ss
in
du
fl
eu
ve
Ni
ge
r
au
Bé
ni
n,
c'
es
t
l'
ob
je
ct
if

du
Pr
og
ra
mm
e
In
té
gr
é
de
Dé
ve
lo
pp
em
en
t
et
d'
Ad
ap
ta
ti
on
au
Ch
an
ge
me
nt
Cl
im
at
iq
ue
da

ns
le
Ba
ss
in
du
fl
eu
ve
Ni
ge
r.
Pl
us
de
de
ux
an
s
ap
rè
s
so
n
la
nc
em
en
t
of
fi
ci
el
pa
r
la
Ba

nq
ue
Af
ri
ca
in
e
de
Dé
ve
lo
pp
em
en
t,
le
go
uv
er
ne
me
nt
du
Bé
ni
n
et
l'
Au
to
ri
té
du
Ba
ss
in
du

Ni
ge
r,
no
us
so
mm
es
al
lé
s
à
la
re
nc
on
tr
e
du
Re
sp
on
sa
bl
e
au
ni
ve
au
na
ti
on
al
du
pr
og
ra

mm
e
au
Bé
ni
n.

Journal Santé Environnement : Bonjour Monsieur, Veuillez-vous présenter s'il vous plaît ?

Je suis WORO WARA Adamou. Coordonnateur National du Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du fleuve Niger (PIDACC/BN Bénin).

Journal Santé Environnement : Comment est-ce qu'on est venu au Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du fleuve Niger ?

WORO WARA Adamou : Pour en venir au PIDACC, il y avait un projet précurseur. Le Programme de Lutte Contre l'Ensamblage du fleuve Niger dénommé PLCE. Un programme pilote initié et exécuté entre 2007 et 2012 dans trois pays le Niger, le Burkina Faso et le Mali. C'est au regard des résultats obtenus par ce programme qu'il a été décidé de l'étendre dans l'ensemble des neuf pays membres de l'Autorité du Bassin du Niger. Le PIDACC s'exécute donc dans cet espace. Au plan national, il a été lancé en décembre 2019 pour une durée de six (06) ans.

Journal Santé Environnement : Au menu de ce programme, quelles sont les principales actions prévues et comment se déroulent - elles au sein des communautés ?

WORO WARA Adamou: Le Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du fleuve Niger a trois composantes. La première est liée à la préservation des écosystèmes dans le bassin du fleuve Niger, la seconde à la résilience des populations au changement climatique et la troisième à la gestion de la coordination du

projet.

En ce qui concerne la première composante, des actions essentielles sont prévues. Vous savez que la zone a été sujette de déforestation excessive en particulier la portion nationale qui subit des dégradations avec l'agriculture sur brûlis.

Alors, il a été prévu le traitement de plus de 2500 m³ de ravins. Le développement de l'agroforesterie. Les populations sont désormais amenées à faire de la plantation associée à l'agriculture. Donc il y a un certain nombre d'essences qui sont mises à la disposition des populations pour être plantées sur 1000 hectares.

Des travaux de défense et de restauration des sols, de traitement biologique des ravins et des études telles que le schéma directeur du sous-bassin du Niger, portion nationale sont prévus. Des actions de soutien à la couche vulnérable. De façon globale, des sous-projets sont élaborés par les populations et sont financés par le PIDACC selon les besoins. Quelques-uns sont déjà connus à savoir : la zone cynégétique de la Djona, au niveau du parc W et qui fait objet de réhabilitation sur 450 hectares, la rôneraie de Goroubi entre Malanville et Karimama sur 550 hectares pour régénérer le sol.

Journal Santé Environnement : Que dire donc de la deuxième composante qui a trait aux ouvrages ?

WOROU WARA Adamou : Oui, pour être résilient la population a souvent besoin d'ouvrage. Il est prévu également dans la composante 2 du PIDACC, la réhabilitation de quelques micros-barrages à vocation agropastorale. Ils sont au nombre de cinq. La construction des barrages qui seront des infrastructures à but multiples disposées pour l'agriculture, l'élevage et la pêche.

Ainsi, il est prévu trois barrages, dont un à Dougoulaye (Gogounou), un à Gamia (Bémbereke) et un autre à Dounkassa

(Kalalé). En aval de ces barrages, nous comptons aménager 100 hectares par site donc au total 300 hectares à aménager pour les cultures de contre saison et le riz. Dans le même ordre, nous avons des bas-fonds à aménager sur 100 hectares et la réalisation des magasins de stockage des produits agricoles.

Nous avons des infrastructures qui vont en appui à la lutte contre le changement climatique. Par exemple, compléter à la digue de protection existante, une autre digue sur cinq (05) kilomètres de façon à protéger les populations contre les inondations cycliques.

Il y a deux embarcadères/débarcadères à faire à Malanville et Karimama. Nous aurons à aménager le tronçon de navigation entre Malanville et Karimama pour éviter les noyades.

Puisque le poisson se fait rare dans la zone du bassin du Niger. Un centre d'alevinage sera construit. Aussi, allons-nous développer la pisciculture en cage flottante. Les barrages ont été déjà identifiés bientôt des poissons seront produits en cages flottantes.

La construction de la digue à Malanville nous tient beaucoup à cœur, car par le passé, il y a une digue qui a été réalisée, mais qui ne protège qu'une partie de la population. L'autre partie étant laissée, nous pensons que si nous complétons sur 5 km, elle pourrait réduire les inondations que nous remarquons chaque année à ce niveau. Des hangars et ponceaux sont entre autres infrastructures qui seront réalisées pour la résilience des populations. C'est là, les actions phares sur lesquels nous avançons tout doucement.

Il y a des activités qui ont démarré. D'autres attendent parce que nous sommes en train d'achever le recrutement des gros bureaux d'étude qui vont non seulement réaliser les DAO, mais qui vont aussi contrôler aussi les activités. Nous sommes à la phase presque terminale.

Journal Santé Environnement : Jusque-là, connaissez-vous des

difficultés dans l'exécution de ce programme ?

WOROU WARA Adamou : Oui, des difficultés ne manquent pas en matière de gestion de projet. La première difficulté a été l'absence d'un relais terrain. Mais un bureau d'ingénierie sociale est en train d'être recruté pour mettre à disposition des animateurs qui faciliteront les interventions dans les treize (13) communes que couvre le bassin. Ils seront dès lors, l'interface du projet avec les populations.

L'autre difficulté a été le siège du programme. Dans les documents, le projet doit siéger à Kandi. Nous avons siégé de mi 2020 à mi 2021. Mais il a été constaté que le résultat était difficile à avoir parce que dans le système de passation de marché, il fallait se recourir chaque fois à notre ministère de tutelle. À plus de 700 km de Cotonou, le suivi de nos dossiers a été très difficile.

Ainsi, il a été pris la résolution de déplacer le siège proche du ministère de tutelle afin de liquider les dossiers de passation de marché. Donc, plus tard, on va avoir une antenne mi 2023 à Kandi. L'autre difficulté est liée à la menace terroriste. Nous sommes encore en train de mener des activités surtout à côté du parc W, mais on était obligé d'arrêter. Toutefois, des mesures non moins aisées sont en train d'être prises afin de poursuivre.

Journal Santé Environnement : Quel est la particularité du programme ?

WOROU WARA Adamou : Dans le cadre du programme, nous avons à identifier des couches vulnérables avec qui des actions ponctuelles seront faites. Ces couches vulnérables sont à la fois des groupements de femmes ou des groupements de jeunes qui vont bénéficier d'un certain nombre d'appuis pour des activités génératrices de revenus.

Il y a à Malanville une bonne partie de l'eau envahie par les plantes aquatiques. Au lieu de ramasser ces plantes

incessamment, nous allons le transformer en sous-projet. À Malanville, elles seront transformées en compost et utilisées comme fertilisant. À Karimama, ils ont voulu en faire du fourrage pour le bétail.

C'est autant de choses que nous allons développer. Ça ne fait que commencer. Il y a aura des formations à l'endroit des populations à la base. Le compact riz, le compact maïs, et même le compact blé qu'on va introduire dans la zone. Donc c'est vraiment tout un package d'actions.

Des populations à la base seront amenées à se mettre en groupement pour porter des sous-projets. C'est-à-dire que même si le projet prend fin, les populations peuvent prendre le relais sur la base des acquis.

Par exemple, nous avons traité des ravins à Mamassy Gourma (Karimama). En le faisant, nous avons insisté pour que les populations soient impliquées en termes de main d'œuvre. L'impact socioéconomique et environnemental sur les populations a été énorme. Le ruissellement s'est presque annulé.

Journal Santé Environnement : L'avenir s'annonce donc prometteur pour les populations vivant dans le bassin du fleuve Niger ?

WOROU WARA Adamou : Il faut noter que le Bénin fait partie des pays ayant sorti la tête au plan régional en termes d'avancé. Nous comptons encore redoubler d'efforts. Fort heureusement nous allons commencer 2023 avec les différents bureaux d'étude et le boom sera d'un trait. Les actions que nous menons actuellement témoignent de ce que 2023 sera une année charnière du PIDACC au Bénin.

Journal Santé Environnement : Merci Monsieur le Coordonnateur d'avoir répondu à notre interview

WOROU WARA Adamou : C'est moi qui vous remercie.

Touché par le débordement du fleuve Pendjari, Toucountouna appelle à l'aide

Alors que le bulletin d'alerte aux inondations mettait en garde contre des niveaux d'eau élevés dans la basse vallée de l'Ouémé et dans le bassin du fleuve Niger, c'était sans compter que le fleuve Pendjari déborderait en provoquant des inondations.



En effet, les populations de Toucountouna se sont vues la semaine du 05 au 11 empêchées de mener leurs différentes activités. Et pour cause, le pont qui servait de liaison entre Tapatou et Toucountouna ne supporte plus l'affluence de l'eau.

Selon des sources concordantes, ce petit pont qui date des années 70 et qui raccorde les populations au marché central de Toucountouna vient d'être envahi par les eaux du fleuve Pendjari.

Les populations ne sachant plus à quel sein des vouer, lancent une alerte aux autorités à divers niveaux afin de construire une infrastructure qui puisse supporter l'affluent de l'eau et remplacer ainsi l'ancien et petit pont.

Christiane AKOTEGNON

Alerte inondations à la basse Vallée de l'ouémé et dans le bassin du fleuve Niger

Dans un message d'alerte publié dans le bulletin d'alerte aux inondations le 22 août 2022 par la cellule interinstitutionnelle de prévision et d'alerte du système d'alerte précoce du Bénin, il a été noté des niveaux d'eau élevés


Ainsi, sur le fleuve Ouémé, il a été relevé respectivement à Zangnanado et à Bonou, 780 cm et 675 cm. Une situation qui expose les communes riveraines du fleuve à un risque moyen de catastrophe. Ce risque pourrait embrasser Malanville et à Karimama où la situation est à surveiller de près.

Pour les trois jours à venir, pouvait-on lire dans ledit bulletin, il est prévu une hausse du niveau d'eau dans la basse vallée de l'Ouémé et dans le bassin du Niger.


Au total indique le même bulletin, 919 002 personnes 8 292

hectares d'habitation, 62 179 hectares de champs agricoles et 277 km de pistes sont potentiellement exposés en ce qui concerne la vallée de l'ouémé et celle du Niger.


Megan Valère SOSSOU




MINISTÈRE
DE L'EAU ET DES MINES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



MINISTÈRE
DES INFRASTRUCTURES
ET DES TRANSPORTS
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN




MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN




DGEau



METEO-BENIN



IRHOB



LHA / INE

CELLULE INTERINSTITUTIONNELLE DE PREVISION ET D'ALERTE DU SYSTÈME D'ALERTE PRECOCE DU BENIN

BULLETIN D'ALERTE AUX INONDATIONS du 22- 08 - 2022

MESSAGE D'ALERTE DU JOUR

Niveaux d'eau relevés ce jour: sur le fleuve Ouémé 780 cm à Zangnanado, 675 cm à Bonou ; sur le fleuve Niger 768 cm à Malanville. Ainsi, dans la basse vallée de l'Ouémé le seuil d'alerte est **ORANGE** aux voisinages de Bonou et Adjohoun. Dans le bassin du Niger le seuil d'alerte est **JAUNE** aux voisinages de Malanville et Karimama. Pour les 3 prochains jours, il est prévu une hausse du niveau d'eau dans la basse vallée de l'Ouémé et dans le bassin du Niger.

Le niveau d'alerte pourrait passer en **ORANGE** dans le bassin du Niger aux voisinages de Malanville et de Karimama et demeurer **ORANGE** dans la basse vallée de l'Ouémé aux voisinages de Bonou et Adjohoun.

ESTIMATIONS PREVISIONNELLES DES IMPACTS			
Éléments exposés	Vallée de l'Ouémé	Vallée du Niger	Total
Populations potentiellement exposées	684 008	234 994	919 002
Habitations (ha)	8 088	204	8 292
Champs agricoles (ha)	58 122	4 057	62 179
Pistes (km)	168	109	277

ECHELLE D'ALERTE

VERT	Situation Normale
JAUNE	Situation à surveiller
ORANGE	Risque moyen de catastrophe
ROUGE	Risque élevé de catastrophe

CONSIGNES A APPLIQUER:

Se référer à l'Agence Nationale de Protection Civile (ANPC):Aristide DAGOU
Tel: 97.11.11.99 ou 97 08 90 04
Email: anpcbenin@yahoo.com

Bulletin élaboré par :

Cellule Interinstitutionnelle de Prévision et d'Alerte (CIPA) du SAP-Bénin, composée de DG-Eau, METEO BENIN, IRHOB, LHA/INE)
Contacts:
Saïd K. HOUNKPONOU (97.68.68.96) & Martial DOSSOU (97.37.13.58/95050566)
Email: sapbenin@gmail.com

Extraction illicite de sable blanc à Tohouè, commune de Sèmè-Kpodji, un crime

environnemental de plus au Bénin

Si l'exploitation de sable est sévèrement encadrée dans les pays développés, tel n'est pas le cas dans les pays en développement. Au Bénin, plusieurs réseaux illicites de trafiquant de sable opèrent sans être inquiétés surtout dans les zones côtières.



C'est le cas dans la commune de Sèmè-Kpodji précisément dans l'arrondissement de Tohouè où depuis quelques jours, une société envisage détruire la réserve naturelle à travers un plan d'extraction illicite du sable blanc au vu et au su des autorités locales.

Le site convoité est hébergé par la forêt galerie de Tohouè. De notre réseau d'activistes écologistes, source bien informée, on apprend que la semaine dernière, l'entreprise

aurait déjà creusé sur le site. Pire, la machine d'extraction est installée dans la soirée de ce mardi 22 Février 2022 devant le refus catégorique des populations riveraines en majorité autochtones.

Des informations reçues de notre source font état de ce que certaines autorités locales soutiennent mordicus ce crime environnemental en cours sous prétexte de pouvoir répondre à la problématique du chômage des jeunes.

Si les intentions sont exécutées, cette extraction du sable blanc dans la forêt galerie de Tohouè sera effective à partir ce jour mercredi 23 Février 2022. Une forte pression anthropique qui non seulement affectera profondément les espèces animales et végétales de ce milieu naturel mais aussi s'accélérera la dégradation avancée du sol avec comme conséquence une augmentation des risques d'inondation.

Des cas d'intimidation et de corruption pour asseoir leur besoin

Après l'air et l'eau, le sable est la troisième ressource la plus utilisée de la planète. Il fait illicitement objet de toutes les convoitises bien qu'il joue un rôle primordial dans la construction Bâtiment et des Travaux Publics.

Ayants compris les dangers auxquels elles feront face, les populations riveraines se sont insurgées contre cette pratique. Mais, elles se sont retrouvées, intimidées par les acteurs de cette besogne qui leurs ont promis la prison et la mort comme dans un certains cas à Djèrègbé apprend t-on.

Ce bras de fer, en cours, illustre bien à lui seul les défis des Etats de l'Afrique de l'ouest et plus précisément du Bénin, à lutter efficacement contre les crimes environnementaux devenus récurrents.

Toutefois, les populations riveraines appellent au secours les autorités, organisations non gouvernementales et scientifiques à une mobilisation pour annuler à jamais ce plan de crime environnemental très imminent qui plane sur la forêt galerie de Tohouè, commune de Sèmè-Kopdji.

Nous vous revenons avec de plus amples informations prochainement sur les tenants et aboutissants d'un tel acte ainsi que les noms et prénoms, mode de trafic des présumés faussaires.

Megan Valère SOSSOU

Le Bénin a soumis sa contribution déterminée au niveau national (CDN)



Le Bénin a soumis sa contribution déterminée au niveau national (CDN) au [UN Climate Change](#).

Le [Bénin](#) prévoit de réduire ses émissions cumulées de gaz à effet de serre de 20,15% sur la période 2021-2030.

Consultez l'intégralité de la [#CDN](#) mise à jour ici : https://lnkd.in/eKVbE_T5

La CDN révisée du Bénin prend en compte plusieurs nouveaux

secteurs.

□ Pour l' [#atténuation](#), elle inclut des mesures dans le secteur des déchets,

□ Pour l' [#adaptation](#), le Bénin a intégré pour la première fois des objectifs sur la santé et le tourisme.

👉 Plus d'informations sur la mise à jour de la CDN en [#Afrique](#) de l'Ouest prochainement ! Restez connectés !

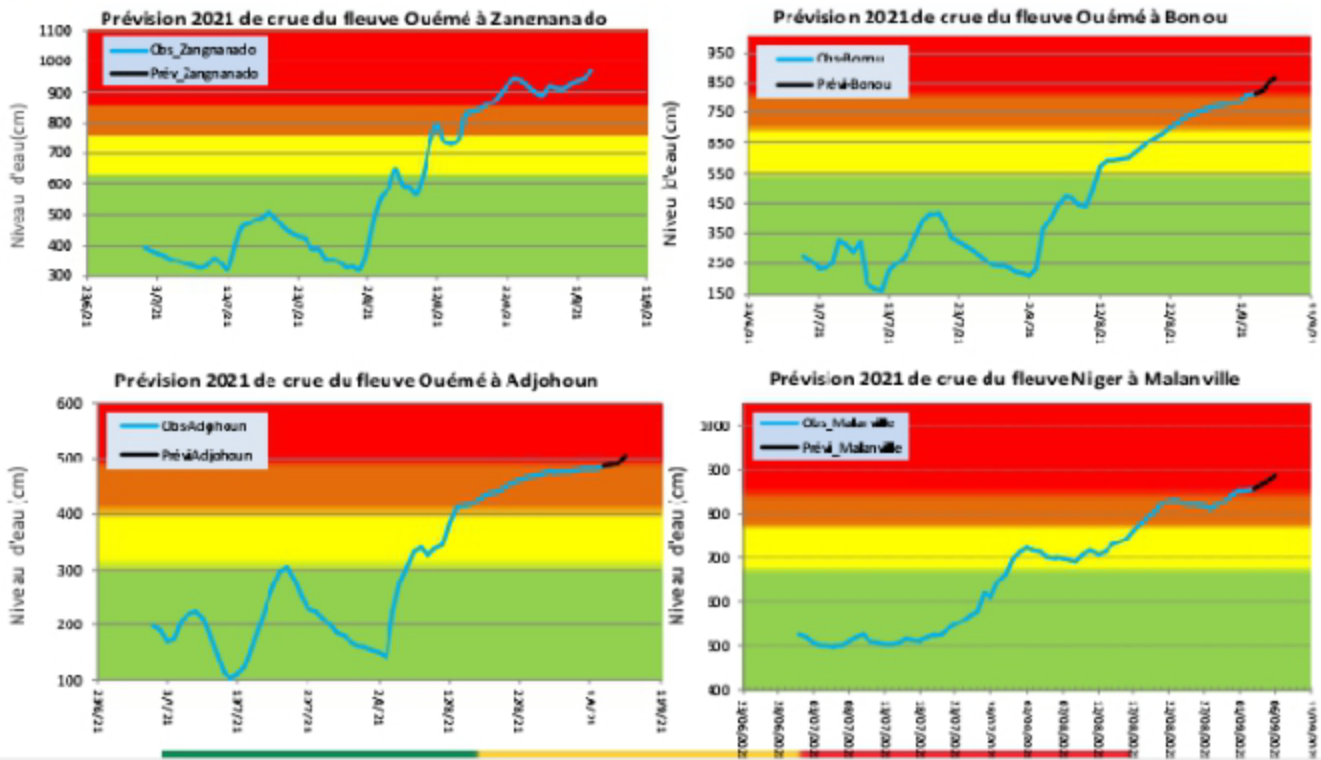
[#climatechange](#) [#COP26](#) [#NDCs](#)

Extrême climatique : alerte risque élevé de catastrophe d'inondations au Bénin

Si la véritable saison pluvieuse n'a pas suffisamment mouillée le territoire béninois, cette petite saison sera plus marquante. Et pour cause, des quantités de pluies abondantes précipitent depuis quelques jours du nord au sud du Bénin. Ces récentes pluies donnent du fil à retordre aux populations béninoises et à ses autorités.

Dans un message d'alerte paru dans le bulletin d'alerte aux inondations valable du 03 au 09 septembre 2021, la cellule interinstitutionnelle de prévision et d'alerte du système précoce du Bénin alerte d'une situation inquiétante. Selon les informations recueillies, dans la basse vallée de l'ouémé le seuil d'alerte est rouge aux voisinages de Zangnanado et Bonou et Adjohoun. Dans le bassin du Niger le seuil d'alerte est rouge aux voisinages de Malanville et Karimama.

CELLULE INTERINSTITUTIONNELLE DE PREVISION ET D'ALERTE DU SYSTEME D'ALERTE PRECOCE DU BENIN



Ainsi, pour les trois (03) prochains jours, il est prévu une hausse du niveau d'eau dans la basse vallée de l'ouémé et une hausse du niveau d'eau dans le bassin du Niger.

Un système humain exposé et vulnérable

A en croire le message d'alerte, ce niveau d'alerte demeurera rouge dans le bassin du Niger aux voisinages de Malanville et Karimama. Il l'est également dans la basse vallée de l'ouémé aux voisinages de zangnanado, Bonou et Adjohoun. Conséquences : plus de neuf cents mille personnes sont potentiellement exposées, sans oublier les habitations, les champs agricoles et les pistes.

NB : Les niveaux d'eau relevés ce jour 03 septembre 2021, sur le fleuve ouémé 971 cm à Zangnanado, 817 cm à Bonou et 485 à Adjohoun et sur le fleuve Niger 858 cm à Malanville.